

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 047/2023 : Décision modificative n°1 – Budget Principal

Rapporteur : Monsieur Marquet

Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
13911 (040) : Etat et établissements nationaux - 01	18 800,00	021 (021) : Virement de la section de fonctionnement - 01	7 746,00
4912 (040) : Dépréciation des comptes de redevables - 01	2 521,00	28041512 (040) : Bâtiments et installations - 01	2 950,00
		28138 (040) : Autres constructions - 01	5 980,00
		28152 (040) : Installations de voirie - 01	505,00
		281561 (040) : Matériel roulant - 01	230,00
		281568 (040) : Autre mat et outil d'incendie et de défense civile - 01	1 230,00
		281838 (040) : Autre matériel informatique - 01	380,00
		28188 (040) : Autres - 01	2 300,00
Total dépenses :	21 321,00	Total recettes :	21 321,00

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_256-DE
Reçu le 19/12/2023

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
023 (023) : Virement à la section d'investissement - 01	7 746,00	731732 (731) : Prélèvement sur les produits des jeux - 01	15 023,00
60612 (011) : Energie - Electricité - 323	20 000,00	777 (042) : Quote-part des subventions d'investissement transférées.au cpte de résultat - 01	18 800,00
60613 (011) : Chauffage urbain - 020	-5 000,00	7817 (042) : Reprise sur provisions pour dépréciation actifs circulants - 01	2 521,00
60613 (011) : Chauffage urbain - 211	-2 800,00		
60613 (011) : Chauffage urbain - 281	-9 400,00		
60613 (011) : Chauffage urbain - 316	10 000,00		
60613 (011) : Chauffage urbain - 510	10 000,00		
60613 (011) : Chauffage urbain - 510	-7 000,00		
60624 (011) : Produits de traitement - 7222	-2 000,00		
60632 (011) : Fournitures de petit équipement - 020	-3 000,00		
60632 (011) : Fournitures de petit équipement - 510	10 000,00		
60636 (011) : Habillement et vêtements de travail - 338	-1 000,00		
6064 (011) : Fournitures administratives - 020	-1 000,00		
615232 (011) : Réseaux - 733	-4 050,00		
6156 (011) : Maintenance - 510	-3 000,00		
617 (011) : Etudes et recherches - 020	30 000,00		
6184 (011) : Versements à des organismes de formation - 510	-5 000,00		
6188 (011) : Autres frais divers - 020	-5 000,00		
6332 (012) : Cotisations versées au FNAL - 7222	300,00		
6336 (012) : Cotisations au centre national et CNFPT - 020	4 000,00		
6338 (012) : Autres impôts, taxes & versements assimilés sur rémunération - 331	200,00		

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023-256-DE
Reçu le 19/12/2023

64111 (012) : Rémunération principale - 020	10 000,00		
64131 (012) : Rémunérations - 331	58 000,00		
6415 (012) : Congés payés - 323	2 000,00		
6417 (012) : Rémunérations des apprentis - 511	2 000,00		
6451 (012) : Cotisations à l'URSSAF - 020	37 000,00		
6454 (012) : Cotisations aux ASSEDIC - 020	3 500,00		
6475 (012) : Médecine du travail, pharmacie - 020	200,00		
6541 (65) : Créances admises en non-valeur - 01	3 000,00		
66111 (66) : Intérêts réglés à l'échéance - 01	2 900,00		
66112 (66) : ICNE de l'exercice N-1 - 01	1 150,00		
673 (67) : Titres annulés (sur exercices antérieurs) - 212	4 000,00		
6811 (042) : Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles - 01	2 950,00		
6811 (042) : Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles - 01	5 980,00		
6811 (042) : Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles - 01	505,00		
6811 (042) : Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles - 01	230,00		
6811 (042) : Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles - 01	1 230,00		
6811 (042) : Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles - 01	380,00		
6811 (042) : Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles - 01	2 300,00		
7392221 (014) : Fonds de péréquation des ressources communale et intercommunale - 01	15 023,00		
Total dépenses :	36 344,00	Total recettes :	36 344,00
Total Dépenses	57 665,00	Total Recettes	57 665,00

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.



Le Maire,

Julie CASTILLO



Le secrétaire de séance,

Loïcelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 048/2023 : Décision modificative n°1 – Budget complexe touristique

Rapporteur : Monsieur Marquet

Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

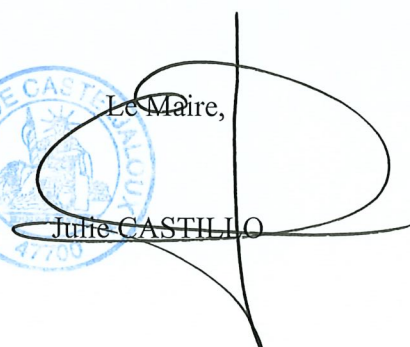
FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
<i>Article(Chap) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Opération</i>	<i>Montant</i>
6063 (011) : Fournitures d'entretien et de petit équipement	2 700,00		
6413 (012) : Primes et gratifications	2 700,00		
Total dépenses :	0,00	Total recettes :	0,00

Total Dépenses	0,00	Total Recettes	0,00
-----------------------	-------------	-----------------------	-------------

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 049/2023 : Décision modificative n°1 – Budget camping de la piscine

Rapporteur : Monsieur Marquet

Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

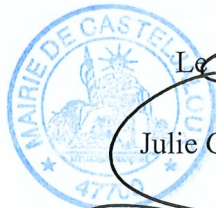
FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article(Chapitre) - Opération	Montant	Article(Chapitre) - Opération	Montant
6063 (011) : Fournitures d'entretien et de petit équipement	120,00		
6411 (012) : Salaires, appointements, commissions de base	120,00		
Total dépenses :	0,00	Total recettes :	0,00

Total Dépenses	0,00	Total Recettes	0,00
-----------------------	-------------	-----------------------	-------------

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.



Le Maire,

Julie CASTILLO



Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 050/2023 : Admission en non-valeur budget principal

Rapporteur : Monsieur Marquet

Madame le Maire propose d'adopter la décision suivante :

La commune est saisie par le comptable public d'une demande d'admissions de créances irrécouvrables. Le comptable public a la compétence exclusive de la mise en recouvrement des titres de recettes de la collectivité et il lui appartient d'effectuer toutes les diligences utiles, et le cas échéant, de mettre en œuvre l'ensemble des voies d'exécution forcée autorisées par la loi.

Lorsque l'ensemble des poursuites engagées n'a pas permis de recouvrer les créances détenues par la commune leurs admissions peuvent être proposées.

L'admission a pour effet de décharger le comptable public de son obligation de recouvrer la créance, sans que cette circonstance ne mette fin aux poursuites, ni ne fasse obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Du point de vue de la collectivité, la procédure d'admission se traduit, pour l'exercice en cours, par une charge budgétaire égale au montant des créances concernées. Cette procédure a ainsi pour objet de constater qu'une recette budgétaire comptabilisée sur un exercice antérieur ne se traduira pas, a priori, par un encaissement en trésorerie. Afin de renforcer l'information relative aux pertes sur créances irrécouvrables, la réglementation, depuis 2012, distingue les demandes d'admission selon qu'elles se rapportent ou non à des créances juridiquement éteintes. En application de ces dispositions, la catégorie « admissions en non valeurs » regroupe les créances juridiquement actives, dont le recouvrement est rendu impossible par la situation financière du débiteur. Elle se distingue de l'« admission des créances éteintes », réservée aux créances dont l'extinction a été prononcée par le Tribunal de grande instance dans le cadre d'une procédure de redressement personnel sans liquidation judiciaire (particuliers) ou par le Tribunal

AR Prefecture

047-214700528-2023-2024-00001-5 dans
Reçu le 19/12/2023

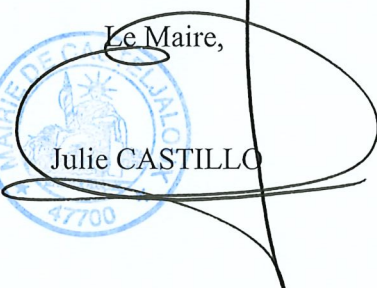
de commerce dans le cadre d'une « clôture pour insuffisance d'actif » (professionnels). Ainsi, comptablement, la charge des admissions « créances admises en non valeurs » se constate sur le compte 6541 et la charge des admissions « créances éteintes » s'impute au compte 6542. Les admissions de créances proposées en 2023 par le comptable public sont réparties comme suit :

BUDGET PRINCIPAL :

- les créances admises en non - valeur l'exercice 2023 s'élèvent à 343.87 €

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 051/2023 : Avis concernant les dérogations du Maire en matière d'ouverture des commerces de détail le dimanche

Rapporteur : monsieur Marquet

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques autorise le Maire d'une commune à accorder une dérogation au repos dominical dans le commerce de détail jusqu'à 12 dimanches dans l'année, contre cinq auparavant.

La liste de ces dimanches doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. Par ailleurs, la décision du Maire doit être prise après avis du Conseil municipal.

Madame le Maire propose d'accorder une dérogation pour les dimanches 8 décembre, 15 décembre, 22 décembre et 29 décembre 2024 et de limiter les dérogations à ces quatre seuls dimanches. Les commerces de détail qui le souhaitent pourront donc éventuellement ouvrir ces quatre dimanches en dérogeant au repos dominical de leurs salariés.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L3132-26 du code du travail,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de donner un avis favorable à la dérogation au repos dominical pour quatre dimanches, à savoir les 8 décembre, 15 décembre, 22 décembre et 29 décembre 2024 pour les commerces de détail suivants :

Commerce d'alimentation générale
Supérettes
Supermarchés
Magasins multi-commerces

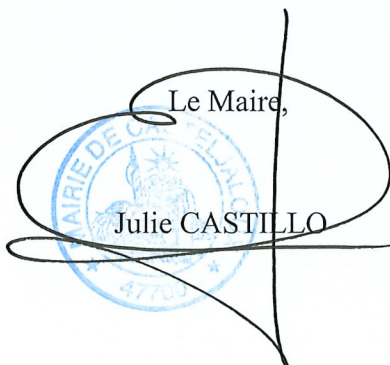
AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_260-DE
Reçu le 19/12/2023

Hypermarchés
Grands magasins
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé
Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé
Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé
Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé
Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé
Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m2)
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m2 et plus)
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
Commerce de détail de meubles
Commerce de détail d'autres équipements du foyer
Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Commerce de détail de la chaussure
Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
Commerces de détail d'optique
Commerces de détail de charbons et combustibles
Autres commerces de détail spécialisés divers
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
Commerces de véhicules automobiles

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 052/2023 : Avis de la commune concernant une demande de dérogation au repos dominical adressée à monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne

Rapporteur : monsieur Marquet

La direction départementale de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations a été saisie par la SAS Provalliance Salons d'une demande de dérogation au repos dominical pour quatre de ses salons de coiffure dont un, Casteljalous Coiff Sarl, est situé sur notre commune. L'objet de cette requête est d'obtenir l'autorisation de faire travailler ses salariés les dimanches 24 et 31 décembre 2023.

Elle est fondée sur le préjudice que subirait la clientèle de ces salons en raison d'une fermeture à ces dates particulières de fêtes.

Cette demande est à distinguer des dérogations au repos dominical accordées par le maire sur le fondement de l'article L.3132-26 du code du travail, lesquelles ne concernent que le commerce de détail.

En l'espèce, cette demande est fondée sur l'article L.3132-20 du code du travail, qui dispose que lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être autorisé par le Préfet un autre jour que le dimanche à tous les salariés de l'établissement. L'article L.3132-21 ajoute que les autorisations prévues à l'article L.3132-20 sont accordées pour une durée qui ne peut excéder trois ans, *après avis du conseil municipal*.

En application de ces articles, monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne sollicite l'avis de la commune sur la demande de la SAS Provalliance Salons.

Considérant l'activité du requérant et considérant la période sollicitée, Madame le Maire propose d'émettre un avis favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code du travail, et notamment les articles L.3132-20 et 3132-21,
Vu la demande transmise par monsieur le Préfet de Lot-et-Garonne,

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_261-DE
Reçu le 19/12/2023

Considérant que la fermeture du salon Casteljaloux Coiff Sarl les veilles de fêtes de fin d'année constituerait un préjudice pour la clientèle de l'établissement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'émettre un avis favorable à la demande de dérogation au repos dominical de la société SAS Provalliance Salons, pour le salon Casteljaloux Coiff Sarl, afin de pouvoir faire travailler ses salariés les dimanches 24 et 31 décembre 2023.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,
Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 053/2023 : Candidature au marché d'achat de gaz naturel proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »

Rapporteur : monsieur Lafargue

Madame le Maire rappelle que la commune est adhérente à Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Aujourd'hui, conformément aux articles L. 331-1 et L. 441-1 du Code de l'Énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques.

Madame le Maire rappelle les articles 63 et 64 de la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019 ont fixé la fin du tarif réglementé de vente du gaz naturel au 1^{er} décembre 2020 pour les consommateurs non-domestiques.

Les personnes publiques faisant partie de cet ensemble de consommateurs, peuvent bénéficier des offres de marché mais doivent recourir aux procédures prévues par la réglementation régissant la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L.441-5 du Code de l'Énergie.

Dans ce sens, les Syndicats d'Énergies de la Nouvelle-Aquitaine se sont unis pour proposer un nouveau groupement de commande à l'échelle de la nouvelle région, qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, qui assure une maîtrise des consommations d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable, groupement auquel la commune adhère.

L'adhésion est gratuite et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès l'instant où la collectivité adhérente décide d'être partie prenante d'un marché d'achat d'énergies lancé par le groupement.

Madame le Maire précise que le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à expiration des accords-cadres et marchés en cours dont la collectivité est partie prenante.

Madame le Maire propose de faire acte de candidature au marché d'achat de gaz naturel proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » en adoptant la délibération suivante :

~~Vu la directive européenne~~ n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment ses articles L2113-6 et L.2116-7,

Considérant que la commune de Casteljaloux est adhérente au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique fondé par les Syndicats d'Energies de la région Nouvelle-Aquitaine,

Considérant que la commune de Casteljaloux a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et a fortiori d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est le coordonnateur du groupement,

Considérant que la commune de Casteljaloux, membre du groupement ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres sera celle du coordonnateur,

Considérant que Territoire d'Energie Lot-et-Garonne sera le référent de la commune quant au fonctionnement du groupement, le Syndicat devant assister les collectivités membres de son territoire et centraliser leurs besoins auprès du groupement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de faire acte de candidature au marché d'achat de gaz naturel proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »,
- de mandater Territoire d'Energie Lot-et-Garonne afin de solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison que la commune décide d'intégrer dans ce marché public,
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 de la convention constitutive et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- de donner mandat au Président du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) pour signer et notifier les marchés ou accords-cadres dont la commune sera partie prenante,
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer tout document afférent à ce dossier.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 054/2023 : Candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »

Rapporteur : monsieur Lafargue

Madame le Maire rappelle que la commune de Casteljaloux est adhérente à Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Madame le Maire rappelle également que selon les articles 63 et 64 de la loi relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019, seuls les consommateurs non-domestiques (dont les collectivités et EPCI) embauchant moins de 10 salariés et dont les recettes n'excèdent pas deux millions d'euros, peuvent encore souscrire une offre de fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente à compter du 1^{er} janvier 2021.

Les personnes publiques ne faisant pas partie de cet ensemble de consommateurs peuvent bénéficier des offres de marché, mais doivent recourir aux procédures prévues par la réglementation régissant la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappellent les articles L. 331-4 et suivants du Code de l'énergie.

Dans ce sens, les Syndicats d'Energies de la Nouvelle-Aquitaine se sont unis pour proposer un nouveau groupement de commande à l'échelle de la nouvelle région, qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, qui assure une maîtrise des consommations d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable, groupement auquel la commune de Casteljaloux adhère.

L'adhésion est gratuite pour les collectivités concernées et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès l'instant où celles-ci décident d'être partie prenante d'un marché d'achat d'énergies lancé par le groupement.

Madame le Maire précise que le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont la commune est partie prenante.

Madame le Maire propose de faire acte de candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » en adoptant la délibération suivante :

Vu la directive européenne n°2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,

Vu la directive européenne n°2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel,

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique, notamment ses articles L2113-6 et L.2116-7,

Considérant que la commune de Casteljalous est adhérente au groupement de commandes pour l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique fondé par les Syndicats d'Energies de la région Nouvelle-Aquitaine,

Considérant que la commune de Casteljalous a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique,

Considérant que la mutualisation peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et a fortiori d'obtenir des meilleurs prix,

Considérant que le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde) est le coordonnateur du groupement,

Considérant que la commune de Casteljalous est membre du groupement et ne s'acquitte des frais inhérents au fonctionnement que si elle devient partie prenante aux marchés passés par le coordonnateur,

Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitifs, il sera passé des marchés ou des accords-cadres,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres chargée de l'attribution des marchés et accords-cadres sera celle du coordonnateur,

Considérant que Territoire d'Energie Lot-et-Garonne sera le référent de la commune quant au fonctionnement du groupement, le Syndicat devant assister les collectivités membres de son territoire et centraliser leurs besoins auprès du groupement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de faire acte de candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »,
- de mandater Territoire d'Energie Lot-et-Garonne afin de solliciter, en tant que de besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison que la commune décide d'intégrer dans ce marché public,
- d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 de la convention constitutive et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant,
- de donner mandat au Président du Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) pour signer et notifier les marchés ou accords-cadres dont la commune sera partie prenante,
- de s'engager à exécuter, avec la ou les entreprises retenue(s), les marchés, accords-cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante,
- de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords-cadres et marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget,
- de donner mandat à madame le Maire pour signer tout document afférent à ce dossier.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 055/2023 : Aménagements urbains- Demandes de subventions phase 2, tranche fonctionnelle 1- place Jean Jaurès

Rapporteur : madame Castillo

Madame le Maire rappelle que la première phase des travaux de réhabilitation du centre-ville concernait la place Gambetta et ses alentours immédiats. Ces travaux sont aujourd'hui achevés.

Il était prévu en 2023 de lancer les travaux de la deuxième phase des opérations d'aménagements urbains, qui concerne la place Jean Jaurès et ses abords.

Toutefois, la demande de la commune d'aide au financement au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et la demande d'aide départementale au titre du fonds d'aide aux communes et intercommunalités lot-et-garonnaises (FACIL) ayant été rejetées, ces travaux ont dû être ajournés.

Madame le Maire propose de renouveler cette année la demande de subventions et dotations pour le financement de l'opération.

La requalification de la place Jean Jaurès et de ses abords comprend notamment un traitement des surfaces similaire à celui de la place Gambetta, une valorisation de la perspective sur le monument aux Morts et de la perspective sur l'avenue du 8 mai 1945, ainsi qu'une végétalisation. Le chantier s'étend à la rue des Ecoles et aux trottoirs et terrasses longeant la RD 933 et la RD 655, ainsi qu'à leur paysagement, jusqu'après la rue des Cordeliers.

Outre l'embellissement des espaces publics, l'opération contribuera à :

- Sécuriser les déplacements à pied grâce à la réalisation de sept passages piétons et la matérialisation de circulations piétonnes contrastées.
- Améliorer l'accessibilité : le reprofilage des trottoirs, de la place et des terrasses permettra aux personnes à mobilité réduite et aux personnes malvoyantes d'emprunter ces espaces, qui leur sont actuellement difficiles d'accès.
- Créer un îlot de fraîcheur et un lieu de convivialité, grâce à la végétalisation et l'implantation de mobilier urbain sur la place. L'espace sera plus généreux et ombragé. Le sol actuel sera

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_264-DE

Reçu le 19/12/2023

désimperméabilisé grâce à l'utilisation d'un sable calcaire compacté et de gazon, tandis que des essences locales telles que des charmes seront plantées.

- Soutenir le commerce de centre bourg : de nombreux commerces sont implantés autour de la place Jean Jaurès. La requalification des lieux améliorera leur attractivité et plus globalement celle de la commune.
- Faciliter l'accès aux services publics : la nouvelle maison France Services a été implantée face à la place, le long de la RD 933. La requalification de l'espace public améliorera sa visibilité et son accessibilité.
- Remettre en valeur le monument aux Morts de la guerre 1914-1918, réalisé par le sculpteur Daniel Bacqué et inscrit à l'inventaire des monuments historiques depuis 2014.

Madame le Maire rappelle en outre que les aménagements urbains ont été inscrits au programme petite ville de demain de la commune (PVD), ainsi qu'à l'opération de revitalisation du territoire (ORT), lesquels ont fait l'objet d'une contractualisation avec l'Etat. En parallèle, une convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (Opah-Ru) a été mise en place sur le centre bourg. Dans ce contexte, les aménagements des espaces publics du centre bourg constituent la pierre angulaire de l'ensemble de la politique de rénovation urbaine engagée à Casteljalous.

En intégrant les interventions du Conseil départemental et de la communauté de communes sur leur voirie, ainsi que celle d'Erdf pour faciliter le passage d'un convoi exceptionnel, le montant global prévisionnel de cette phase de travaux s'élève à 1 158 879 euros TTC, hors études et maîtrise d'œuvre. Il se décompose ainsi :

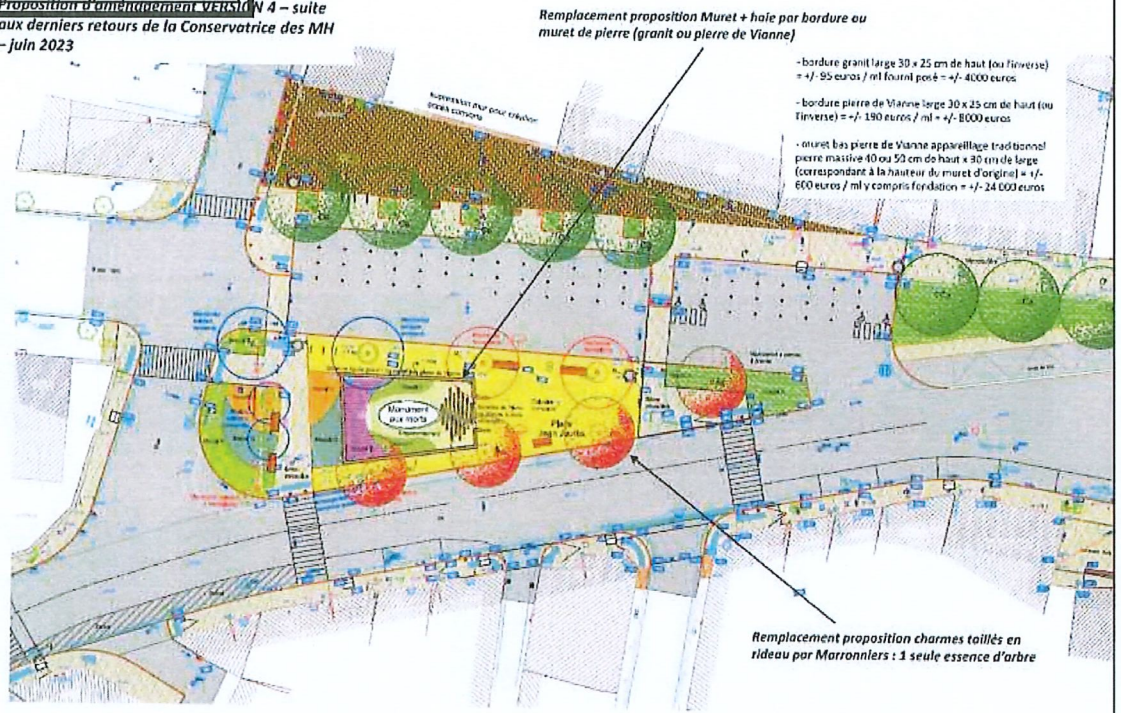
Désignation	Montant en euros
Commune (tranche fonctionnelle 1) : place J Jaurès et rue des Ecoles, abords RD 933 et RD 655 et paysagement	556 862
Commune (tranche fonctionnelle 2) : trottoirs, terrasses RD 933-RD 655 face à la place J Jaurès	103 447
Département (voirie)	197 812
Communauté de communes (voirie)	62 987
Erdf (arrêt de bus giration convoi exceptionnel pour l'approvisionnement en pièces de la centrale de Golfech)	44 625
Total HT	965 733
Total TTC	1 158 879

Cette phase de travaux se déroulera en deux tranches fonctionnelles. La première concernera la place J Jaurès elle-même et la rue des Ecoles. La deuxième tranche concernera les abords de la place, notamment les trottoirs et terrasses situés au sud et à l'est de la place J Jaurès, sur l'autre bord de la RD 933 et le long de la RD 655.

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_264-DE
Reçu le 19/12/2023

Proposition d'aménagement VERSION 4 – suite
aux derniers retours de la Conservatrice des MH
– juin 2023



La part communale de la tranche fonctionnelle 1 s'élève à 556 862 euros HT et se décompose ainsi :

TRANCHE FONCTIONNELLE 1

Désignation	Montant en euros
Installation	3 879
Evacuation eaux pluviales	60 634
Terrassements	25 795
Chaussées structure*	123 167
Chaussées finition*	313 041
Tranchées techniques	30 346
TOTAL TRAVAUX HT	556 862
TVA 20 %	111 372
TOTAL TRAVAUX ET ETUDE TTC	668 234

**ces postes de dépenses concernent la chaussée (structure) et la finition de la place elle-même, ainsi que des trottoirs. Ils ne concernent pas la chaussée et les finitions de la voirie départementale et communautaire.*

Le début des travaux est prévu à l'automne 2024 et la fin au mois de juin 2025.

Pour le financement de l'opération, Madame le Maire propose de renouveler auprès de l'Etat une demande de dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) de 40 %, soit 222 744 euros.

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_264-DE
Reçu le 19/12/2023

Madame le Maire propose également de solliciter le Conseil départemental au titre du fonds d'aide aux communes et intercommunalités de Lot-et-Garonne (FACIL- « équipements locaux » aménagement sur domaine public départemental RD), à hauteur de 50 % d'un montant de dépenses éligibles plafonné à 61 000 euros HT. Les travaux d'aménagement à la charge de la commune concernant la place Jean Jaurès dépassant très largement le montant maximal de dépenses éligibles, ils permettent de solliciter le plafond de subvention de 30 500 euros.

Madame le Maire propose de solliciter par ailleurs une aide européenne, au titre du FEDER (Fiche action n°2- Valoriser et aménager des espaces publics fonctionnels permettant de créer du lien), pour un montant de 80 000 euros.

Madame le Maire propose enfin de solliciter Erdp en complément pour la prise en charge directe et spécifique de l'aménagement de l'abribus situé devant le centre Jean Monnet, afin de pouvoir assurer la giration du convoi exceptionnel servant à approvisionner en pièces de rechange la centrale nucléaire de Golfech. En effet, la longueur du convoi (plus de 60 mètres) nécessite un espace de giration très supérieur à celui de tout autre véhicule. Le montant de cet aménagement s'élève à 44 625 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel serait alors le suivant :

Dépenses (en euros HT)		Recettes (en euros)	
Travaux place J Jaurès	556 862	Commune- 40 %	223 618
		Etat (DETR)- 40 %	222 744
		Europe (FEDER)- 14,5%	80 000
		Conseil départemental (FACIL)- 50 % plafonné	
		soit 5,5 %	30 500
TOTAL	556 862	TOTAL	556 862

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les règlements d'attribution de la DETR, du FACIL et du dispositif Leader,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'adopter la deuxième phase des travaux d'aménagements urbains, consistant en la requalification de la place Jean Jaurès et de ses abords,
- De solliciter une aide financière de l'Etat au titre de la DETR de 40 % (222 744 euros), pour la tranche fonctionnelle 1 de la deuxième phase des aménagements urbains concernant la place Jean Jaurès, dont le montant prévisionnel de travaux incombant à la commune s'élève à 556 862 euros HT,
- De solliciter une aide de l'Europe, au titre du FEDER (Fiche action n°2 du plan d'action GAL Val de Garonne Guyenne Gascogne - Valoriser et aménager des espaces publics fonctionnels permettant de créer du lien), à hauteur de 80 000 euros,

AR Prefecture

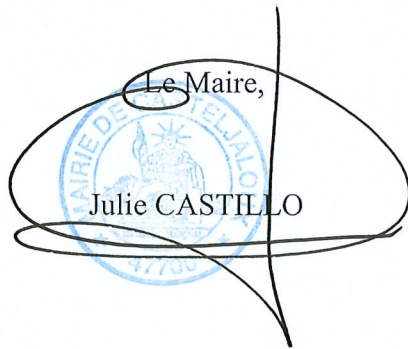
047-214700528-20231214-2023_264-DE
Reçu le 19/12/2023

- De solliciter une subvention du Conseil départemental au titre du dispositif FACIL- « équipements locaux » aménagement sur domaine public départemental RD, à hauteur de 50 % d'un montant de dépenses éligibles plafonné à 61 000 euros HT, soit 30 500 euros,
- De solliciter en complément Erdf pour la prise en charge des travaux nécessaires à la modification de l'arrêt de bus, à hauteur de 44 625 euros HT,
- D'inscrire au budget les crédits nécessaires,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO



Le secrétaire de séance,
Jocelyne GIRARD



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 056/2023 : Cession gratuite d'une bande de terrain à la Commune et incorporation dans le domaine public routier de la rue de la Bartère

Rapporteur : Monsieur Doucet

Courant 2021, afin de respecter l'alignement de la rue de la Bartère, les propriétaires riverains avaient consenti à la commune la cession gratuite d'une bande de terrain.

Cette opération pouvait être effectuée sans frais par la procédure d'abandon de parcelle à la commune prévue par l'article 1401 du code général des impôts pour les « terres vaines et vagues ».

Or, cette formalité administrative n'a que partiellement abouti.

En effet, la parcelle cadastrée section D n° 696, d'une contenance de 186 m², est restée propriété privée ; aussi la SAS GGP47, représentée par Monsieur GOUTNIKOFF Christophe, nouveau propriétaire, consent à la commune sa cession gratuite conformément au document joint.

De plus, ce terrain, ouvert à la circulation, remplit toutes les conditions pour être affecté au domaine public. Pour ce faire, le document de géomètre sera transmis au service de publicité foncière.


Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal décide :

- d'accepter la cession gratuite du terrain cadastré section D n° 696, d'une superficie de 186 m², appartenant à la SAS GGP47,
- d'intégrer cette bande de terrain dans le domaine public routier de la rue de la Bartère,
- d'autoriser Madame le Maire à prendre toutes les décisions et signer tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 057/2023 : Rythmes scolaires-Demande de dérogation pour le maintien à la semaine de 4 jours

Rapporteur : madame Da Costa-Freitas

Depuis 2013 et la « réforme Peillon », la semaine scolaire s'étend sur 4,5 jours. Cependant, suite aux difficultés rencontrées par certaines communes pour organiser des activités périscolaires de qualité, le décret du 27 juin 2017 a offert la possibilité de demander une dérogation pour repasser à la semaine de 4 jours (sans classe le mercredi).

C'est le choix qui avait été fait sur la commune en 2021. Conformément à l'article D 521-12 du code de l'Education, cette décision ne peut porter que sur 3 ans. Elle arrive donc à échéance.

Monsieur l'Inspecteur d'académie sollicite par conséquent l'avis de la commune pour la période qui s'étendra de septembre 2024 à juin 2027. Madame le Maire rappelle néanmoins qu'il reste décisionnaire sur cette question.

La municipalité s'est engagée à émettre un avis conforme à celui des parents. Elle a organisé une consultation. Les parents ont demandé à 80 % le maintien de la semaine de 4 jours.

Le conseil d'école Jean-François Samazeuilh s'est réuni le 14 novembre 2023 et a voté pour la semaine de quatre jours. Le conseil d'école Jean de La Fontaine s'est réuni le 16 novembre 2023 et a voté pour la semaine de quatre jours également.

En conséquence, Madame le Maire propose de demander le maintien de la dérogation des rythmes scolaires auprès de l'Inspecteur d'académie pour la rentrée 2024, en conservant les horaires actuels, à savoir :

Pour les deux écoles :

- Lundi : 9h-12h et 13h30-16h30
- Mardi : 9h-12h et 13h30-16h30
- Jeudi : 9h-12h et 13h30-16h30
- Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h30
- APC école élémentaire Samazeuilh 8h20-8h50
- APC école maternelle La Fontaine 16h30-17h15

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_266-DE
Reçu le 19/12/2023

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

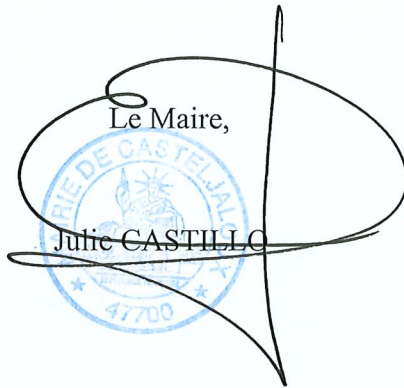
Vu le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017,
Vu l'article D521-12 du code de l'Education,
Vu le courrier de l'Inspecteur d'académie du 29 septembre 2023,
Considérant les résultats de la consultation des parents d'élèves,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De solliciter auprès de monsieur le Directeur académique des services de l'Education nationale la poursuite à compter de la rentrée 2024 de la dérogation à l'organisation des rythmes scolaires, pour le maintien d'une semaine à 4 jours, selon les horaires suivants :
 - Lundi : 9h-12h et 13h30-16h30
 - Mardi : 9h-12h et 13h30-16h30
 - Jeudi : 9h-12h et 13h30-16h30
 - Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h30
 - APC école élémentaire Samazeuilh 8h20-8h50
 - APC école maternelle La Fontaine 16h30-17h15
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLON

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 058/2023 : Création d'un nouveau circuit dans le cadre du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR)

Rapporteur : madame Castillo

La commune a été saisie par l'agence de développement et de réservation touristique (ADRT) d'une demande de création d'un nouveau circuit de randonnée sur le territoire de la commune.

Le circuit proposé prend son départ sur le site de La Bartère, à proximité de l'établissement thermal, emprunte le centre bourg, puis rejoint le rond-point de la base de loisirs en passant par la voie verte et revient au centre thermal par le sentier nature qui borde l'Avance (cf annexe).

A l'image des autres sentiers inscrits au plan départemental, l'ADRT prendrait en charge l'ouverture et le balisage du parcours, tandis que la commune en assumerait l'entretien.

Considérant l'intérêt pour les habitants et les touristes de créer de nouvelles boucles de randonnée, Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'adopter le nouveau circuit de randonnée joint en annexe au titre du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 059/2023 : Réfection de l'étanchéité des bassins de la piscine municipale

Rapporteur : madame Castillo

La piscine municipale de Casteljaloux a été construite en 1969. Elle est composée d'un bassin de 50 mètres, d'un bassin de 25 mètres, d'une fosse à plonger et d'une pataugeoire.

Cet équipement occupe une place de premier rang dans le sud-ouest du département et plus singulièrement sur le territoire de coteaux et landes de Gascogne.

En premier lieu, il contribue à l'apprentissage de la natation chez les plus jeunes et autres usagers. En plus des traditionnels cours de natation, il est utilisé par les accueils de loisirs pour la mise en œuvre du programme « savoir nager » et prend ainsi place dans la politique nationale de prévention des noyades.

En deuxième lieu, il participe au développement du sport sur le territoire. Un club de natation a été créé en 2017, « Castel O Nage ». Des compétitions de natation y sont organisées régulièrement, telles que les championnats départementaux et régionaux de natation estivale de la fédération française de natation. Des ateliers d'aquagym, de plongée et d'apnée ont également lieu en période d'ouverture. La piscine contribue donc à façonner l'identité sportive de la commune et du territoire.

En troisième lieu, elle constitue une ressource pour de nombreuses activités et professionnels en lien avec la sécurité. Les pompiers et les gendarmes s'en servent de base d'entraînement. Elle sert à la formation des sauveteurs aquatiques (surveillants de baignade, brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique -BNSSA- et brevet d'état d'éducateur sportif aux activités de la natation -BEESAN-). Seule piscine du département disposant d'un plongoir de 5 mètres, elle reçoit les présélections au passage du BEESAN.

Enfin, la piscine municipale contribue à l'attractivité du territoire. Elle dispose en effet d'un des deux seuls bassins de 50 mètres de plein air du département. Elle complète les autres équipements touristiques structurants déjà existants sur le territoire.

On comptabilise environ 10 000 entrées par été.

Une réhabilitation a eu lieu en 2005 pour un montant total de près de 1,3 millions d'euros. A cette occasion, le système de filtration, les plages et l'étanchéité des bassins ont été refaits.

AR Prefecture

047-214700528-20231214-2023_268-DE
Reçu le 19/12/2023

Le gelcoat, composant contenant de la résine et assurant l'étanchéité des bassins, est aujourd'hui dégradé. En s'écaillant, il provoque des coupures pour les usagers. En outre, il n'assure plus l'étanchéité des bassins. Ce type de revêtement est prévu pour durer 15 ans environ et il a été appliqué il y a 18 ans.

Il est par conséquent devenu nécessaire de procéder à la réfection de l'étanchéité des bassins.

Le coût prévisionnel de l'investissement s'élève à 309 701 euros HT, réparti ainsi :

	Description	Coûts (en euros HT)
Bassin 25 x 10 m	Surfaces à traiter bassin 346 m ²	52 428
	Surfaces à traiter goulottes 97 m ²	14 751
Bassin 50 x 15 m	Surfaces à traiter bassin 980 m ²	143 890
	Surfaces à traiter goulottes 185 m ²	27 335
Bassin fosse à plonger 15 x 12 m	Surfaces à traiter fosse à plonger 390 m ²	60 550
	Surfaces à traiter goulottes 69 m ²	10 747
TOTAL		309 701

Considérant l'importance du coût prévisionnel de l'opération, il vous est proposé de solliciter des cofinancements auprès de l'Etat (au titre de la dotation de soutien à l'investissement local DSIL), du département (au titre du dispositif FACIL- équipements de centralité) et de la communauté de communes (au titre du fonds de concours).

Madame le Maire propose de solliciter :

- La DSIL à hauteur de 30 % du montant des investissements, soit 92 910 euros.
- Le FACIL à hauteur de 25 % du montant des investissements, soit 77 425 euros.
- Le fonds de concours à hauteur de 10 % plafonné à 30 000 euros, soit 30 000 euros.

Le plan de financement prévisionnel serait le suivant :

Dépenses (en euros HT)		Recettes	
Bassin 25 x 10	67 179	Commune	109 366
Bassin 50 x 10	171 225	Etat (DSIL-30 %)	92 910
Fosse à plonger 15 x 12	71 297	Conseil départemental (FACIL-25 %)	77 425
		Communauté de communes 3CLG (Fds de concours- 10 % plafonné)	30 000
TOTAL	309 701	TOTAL	309 701

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le règlement d'intervention de la DSIL,

047-214700528-20231214-2023_268-DE
Reçu le 19/12/2023

Vu le règlement d'intervention du fonds de concours de la communauté de communes des coteaux et landes de Gascogne,
Considérant la nécessité de restaurer l'étanchéité des bassins de la piscine municipale,

- De prévoir la réfection de l'étanchéité des trois bassins de la piscine municipale, pour un montant prévisionnel de 309 701 euros HT,
- De solliciter à cet effet une aide financière de l'Etat au titre de la DSIL à hauteur de 30 %, soit 92 910 euros,
- De solliciter le Conseil départemental de Lot-et-Garonne au titre du dispositif FACIL (équipements de centralité), à hauteur de 25 %, soit 77 425 euros,
- De solliciter la communauté de communes des coteaux et landes de Gascogne au titre du fonds de concours, à hauteur de 10 % plafonné, soit 30 000 euros,
- De valider le plan de financement proposé au rapport,
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget primitif 2024,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue de faire aboutir cette décision.
- La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.
-
- Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance



Jocelyne GIRARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 14 DECEMBRE 2023

Le quatorze décembre deux mil vingt-trois à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 08 décembre 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, Mme COSTA, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme GIRARD, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. REMAUT a donné pouvoir à M. MARQUET, M. DUBOUILH a donné pouvoir à M. LAFARGUE, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN.

Secrétaire de séance : Mme GIRARD

Objet : N° 060/2023 : Recensement de la population- Coordonnateur et agents recenseurs

Rapporteur : madame Castillo

Madame le Maire rappelle que le recensement de la population aura lieu à partir du 18 janvier jusqu'au 17 février 2024.

La commune doit procéder au recrutement de deux agents recenseurs et désigner un coordonnateur. Les recenseurs interviendront sur 5 districts. Un superviseur de l'INSEE fera le suivi de la procédure.

Madame le Maire propose de rémunérer les agents à hauteur de 2 euros par bulletin individuel et 1,40 euros par feuille de logement.

Pour subvenir aux frais de déplacement et de téléphone supportés par les agents recenseurs, Madame le Maire propose de leur allouer une prime de 250 euros bruts chacun.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V,

Considérant la nécessité de désigner un coordonnateur et de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations de recensement,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De créer deux emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement de la population qui se dérouleront du 18 janvier au 17 février 2024,
- Que chaque agent recenseur percevra la somme de 2 euros par bulletin individuel et 1,40 euros par feuille de logement ainsi qu'une prime de 250 euros bruts pour les frais de déplacement et téléphone,
- Que la rémunération de l'agent sera versée au terme des opérations de recensement et au prorata du travail effectué,
- De désigner madame Lagassan comme coordonnateur.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

Le secrétaire de séance,

Jocelyne GIRARD